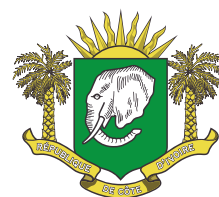




*Observatoire Population et Développement
un Outil pour le Suivi du Dividende
Démographique*

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT

DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE EN CÔTE D'IVOIRE LE POTENTIEL D'EMERGENCE



DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

LE POTENTIEL D'EMERGENCE

Contexte

La Côte d'Ivoire ambitionne de devenir une économie émergente à l'horizon 2020. Elle a mis en œuvre un ensemble de politiques de relance dans ce cadre. Ce qui lui a permis de maintenir depuis 2012, une croissance économique relativement exceptionnelle (plus de 9% en moyenne annuelle sur la période). Il faut noter que, dans cette même optique, le Gouvernement ivoirien a compris très tôt l'importance des changements de la structure par âge de sa population dans l'accélération de sa croissance économique, ce qui explique les efforts consentis en faveur des politiques de maîtrise concomitantes des niveaux de mortalité et de fécondité, et d'amélioration du capital humain.

Toutefois, la fécondité et la mortalité restent toujours élevées en Côte d'Ivoire. Une telle situation se traduit par une lourde demande sociale en santé, éducation, emploi et formation, ce qui réduit les possibilités d'investissement et risque par ailleurs de constituer un obstacle pour que le pays puisse bénéficier amplement de son dividende démographique. En effet, le changement de la structure par âge résultant de la transition démographique, transforme progressivement les comportements économiques des agents suivant des étapes successives. Dans un premier temps, la baisse de la mortalité, surtout celle des enfants, conduit à de fortes augmentations des naissances et des effectifs de jeunes. Puis, lorsque la fécondité commence à baisser, le nombre de naissances croît moins vite, se stabilise ou décroît, mais, la population d'âge actif¹ continue d'augmenter. Les taux de dépendance diminuent et les actifs deviennent plus nombreux. Par conséquent, les gouvernements sont en mesure de réduire leurs dépenses en faveur des enfants et de consacrer une part plus importante de leurs revenus et budgets, à l'épargne et aux investissements productifs. Ce faisant, ils contribuent à stimuler la croissance économique, et pour certains pays, à atteindre l'émergence.

Ce sont ces conditions démographiques favorables qu'ont su mettre à profit la plupart des régions du monde, notamment l'Asie de l'Est et du Sud-Est, pour accélérer leur croissance économique. La théorie du dividende démographique se fonde sur le fait que l'Afrique a l'opportunité, aujourd'hui, de suivre un cheminement similaire à celui des pays émergents actuels et susceptible de donner un nouvel élan à la croissance, de promouvoir l'innovation et d'offrir au continent un net avantage concurrentiel. Dans le cas de la Côte d'Ivoire,

la démographie du pays présente-t-elle ces conditions favorables et, dans quelles mesures, son économie pourrait-elle en bénéficier pour atteindre l'émergence ?

Etat de la population Ivoirienne

- La taille de la population ivoirienne a considérablement augmenté, passant de 6,7 millions d'habitants en 1975, à plus de 22,7 millions d'habitants en 2014.
- La progression de cette population s'est faite à un rythme annuel supérieur à 3% jusqu'à la fin des années 90 et au taux moyen de 2.6% entre 1998 et 2014.
- La population ivoirienne, composée de presque autant de femmes que d'hommes, est particulièrement jeune. Les moins de 5 ans représentent à eux seuls 16% de la population totale, les moins de 15 ans 41.5%, les 15-64 ans 56% et les 65 ans et plus 2.5%. Ainsi, 77.7% de la population sont âgés de moins de 35 ans².
- La population ivoirienne est composée de 10 954 505 de filles et de femmes (48,3%) contre 11 716 826 hommes (51,7%). L'INS indique un rapport de masculinité de 107 hommes pour 100 femmes.
- La Côte d'Ivoire est également marquée par un ratio relativement élevé d'inactifs (les enfants et les jeunes de moins de 15 ans ou 20 ans principalement et les 65 ans et plus) dépendant majoritairement des actifs potentiels (15-64 ans ou 20-64 ans).
- En 2014, la population urbaine a atteint la barre symbolique des 50%. La migration rurale a été un facteur de cette dynamique.
- La dynamique de la population ivoirienne est également marquée par une forte immigration.
- Le taux de mortalité maternelle reste l'un des plus élevés en Afrique, car estimé à 614 décès pour 100 000 naissances en 2012.
- Un enfant sur 14 meurt avant son premier anniversaire, et un enfant sur 10 meurt avant d'atteindre l'âge de 5 ans (EDS, 2012).
- Le taux brut de natalité est de 37 pour mille (EDS, 2012).
- L'Indice Synthétique de Fécondité, de 7 à 8 enfants par femme jusqu'à la fin des années 1970, est passé de 6.3 en 1988 à 5.7 en 1994, pour se maintenir aux alentours de 5 enfants par femme depuis le début des années 1990.
- La reprise de la croissance économique en Côte d'Ivoire (9% en moyenne en 2012 et 2013) s'est accompagnée d'une augmentation importante du PIB par tête.

¹ Conventionnellement les 15-64 ans.
² Source : RGPH, 2014.

- En 2014, la Côte d'Ivoire a persévéré dans sa dynamique de croissance, le taux de croissance enregistré en 2014 est de 9% contre 9,2% en 2013.
- La population scolarisable en Côte d'Ivoire (3-23 ans) est estimée à 11,229 millions de personnes en 2014, soit 49,5% de la population totale du pays.
- L'effectif des enfants de 3-5 ans qui fréquentent le préscolaire en 2015 était de 144 128 personnes. Le cycle primaire quant à lui concentre, en 2015, 3 370 558 enfants. Les effectifs de l'enseignement technique étaient estimés à 55 490 en 2014. En 2015, le niveau d'enseignement secondaire comptabilise des effectifs de 1 479 005 élèves et 55 805 élèves respectivement dans le général et le volet technique.
- La population en âge de travailler représente 62,8% de la population. Elle est composée de personnes relativement jeunes (63,1% ont au plus 35 ans) et de personnes faiblement instruites (73,1% ont au plus le niveau primaire).
- Les jeunes sont les premières victimes du chômage en Côte d'Ivoire. La situation est encore plus défavorable pour les 14-24 ans (environ 13%).
- L'incidence de la pauvreté a connu une hausse tendancielle passant de 10,0% en 1985 à 36,8% en 1995 et à 33,6% en 1998 avant de remonter à 38,4% en 2002 puis à 48,9% en 2008 (EBC-1985, ENV 1995, 1998, 2002 et 2008).
- Les dernières données de 2015 (ENV 2015) indiquent un taux de pauvreté de 46,3% et de fortes disparités selon le milieu de résidence, avec une prévalence de la pauvreté supérieure en milieu rural (56,8%) qu'urbain (35,9%) et selon les régions.

Revue de littérature

La littérature montre l'importance des changements de structure par âge dans l'accélération de la croissance économique des pays émergents, notamment en Asie de l'Est. Ces nouvelles approches qui intègrent la dimension de structure par âge de la population se basent sur la reconnaissance de la solidarité entre les générations qui existent dans toute société et sur la prise en compte des changements de structure par âge qui accompagnent la transition démographique. De nombreux auteurs économistes et démographes ont conclu qu'il convenait, à cet



³ Les données de projections utilisées sont celles de la Division Statistique des Nations Unies (hypothèse médiane), ce, pour une question de comparabilité entre pays.

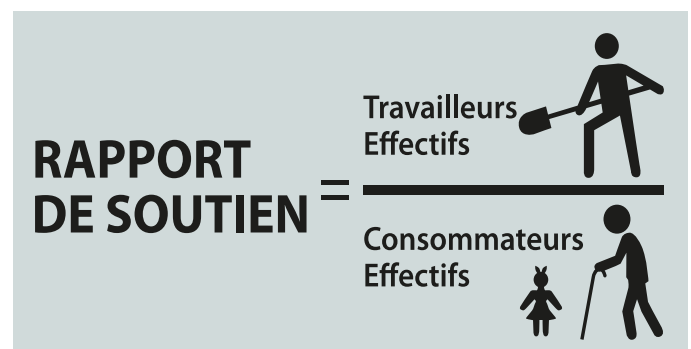
égard, de chercher à accélérer la transition démographique en promouvant l'espacement des naissances et en continuant à faire baisser la mortalité.

Cependant, même si quelques travaux économétriques avaient montré dans le temps, qu'il n'existait pas de relation statistiquement solide entre la croissance démographique et la croissance économique (Blanchet, 1991 ; Easterlin, 1967 ; Kuznets, 1967), de nombreuses études plus récentes ont conclu à la robustesse de la relation. Dans ce cadre, Ndulu (2006) met en évidence que l'écart entre le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne et celui des autres pays en développement entre 1960 et 2004, ce qui équivaut à 1,12 % de taux de croissance annuel du PIB par tête en moins, s'explique en partie par des facteurs démographiques, ceux-ci représentant une part égale à 0,86 % de taux de croissance annuel en moins, soit les ¾ de l'écart global. Mais, il mentionne que d'autres facteurs interviennent également, comme les différences entre les taux de scolarisation, le caractère plus ou moins inégalitaire de la distribution des revenus, ainsi que des facteurs liés aux institutions et à l'orientation de l'activité économique.

Dramani (2016), a étudié l'impact du dividende démographique sur la croissance économique du Sénégal. Il a ainsi montré qu'une augmentation d'un point, du ratio de soutien avait pour résultat une hausse de 3,7% du revenu par tête et que, le surplus de croissance imputable au dividende démographique pour le Sénégal sera de 0,75 point de pourcentage.

• Le Ratio de soutien économique dans la capture du dividende démographique en Côte d'Ivoire

Il faut rappeler que le ratio de soutien économique mesure l'effet de la structure par âge sur la capacité de la population à contribuer à la production courante. Ce ratio est calculé en fixant la structure des profils d'âge de la consommation et du revenu du travail. Le potentiel d'émergence de la Côte d'Ivoire sera apprécié, en partie, à travers l'évolution de son ratio de soutien économique en comparaison avec d'autres pays émergents. Le taux de croissance de ce ratio correspond à la mesure du premier dividende démographique.



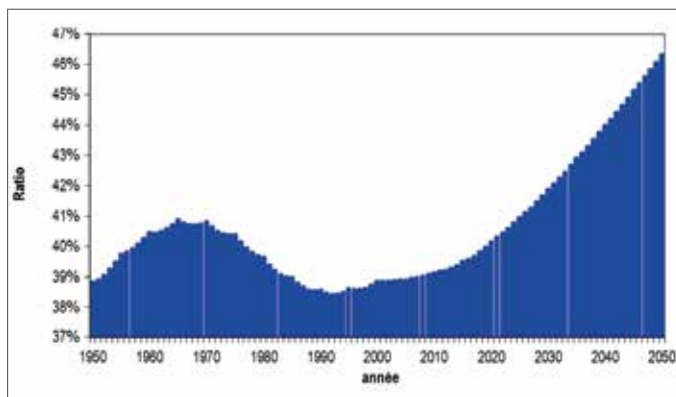
Source : CREFAT-CREG 2016

Le graphique 01 ci-après présente l'évolution du rapport de soutien de la Côte d'Ivoire sur une période de 100 ans (de 1950 à 2050)³. La courbe obtenue se décline en trois principales phases :

- ✓ la première phase correspond à une hausse du RSE de 2 points (38,8 % et 40,8 %) entre 1950 et 1965 ;
- ✓ la deuxième phase traduit un déclin le RSE de 40,8 % à 38,4 % entre 1966 à 1992 ;
- ✓ la dernière se manifeste par une nouvelle amorce en 1993 avec une valeur affichée du RSE de 38,4 travailleurs effectifs pour 100 consommateurs avec un gain d'un point en 2016 (39,5 %).

L'évolution du RSE sur le reste de la période (1993-2050) s'inscrit dans une tendance haussière avec un rythme relativement soutenu et régulier. Ainsi, en 2020, le RSE pourrait se situer à 40,1 % et à 46 % en 2050.

Graphique 1 : Evolution du Ratio de soutien économique



Source : ONP, Equipe NTA, CREFAT-CREG 2016

L'analyse de ces différentes phases révèle que la Côte d'Ivoire des 15 premières années d'indépendance (1960 à 1975) était un pays prospère au plan économique. Elle attirait à la fois des investisseurs comme des personnes à la recherche d'emplois en provenance essentiellement des pays voisins. Ainsi, entre 1965 et 1970, le pays a connu son premier pic de ratio de soutien (40,7 %), lié à l'immigration d'une main d'œuvre abondante. La chute qui s'amorce à partir de 1971 et qui s'achève en 1992, est imputable d'une part à un niveau de fécondité élevé (7 enfants par femme), augmentant la part de la population dépendante jeune, et d'autre part à la détérioration des termes de l'échange en ce qui concerne les principaux produits d'exportation (café-cacao) et aux programmes d'ajustement structurels subséquents de la fin des années 1980. Une situation qui a eu pour conséquence, la dégringolade du RSE à 38 producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs.

La reprise en 1993, intervient dans un contexte relativement trouble pour la Côte d'Ivoire. On peut noter le décès du Père de la Nation, feu Félix Houphouët Boigny, les remous sociaux liés à la réinstauration du multipartisme et la mise en œuvre du programme de stabilisation économique (1990-1993). Cette reprise a surtout été renforcée par la dévaluation du franc CFA qui a eu le mérite de booster l'économie avec le retour à des taux de croissance similaires à ceux des années 1970 (de l'ordre de 6 à 7 %). Le rythme de croissance aura tout de même été lent, d'autant plus que le RS n'a gagné que 0,6 % point entre 1993 et 2012. Le niveau du RS en 1970 ne sera atteint qu'en 2025, toute la phase précédente (de 1993 à 2025) pouvant être qualifiée de rattrapage.

L'évolution du nombre de producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs à partir de 2020 (40,1) est très encourageante dans la mesure où il pourrait atteindre 46 en 2050. Pour rappel, le RSE le plus élevé actuellement est enregistré par des pays comme les Etats Unis (53 producteurs pour 100 consommateurs effectifs). Cette croissance régulière pourrait même aller au-delà de cet horizon au regard de l'allure de la courbe (pas de point d'inflexion). Cette tendance est naturellement imputable à la baisse régulière du ratio de dépendance qui pourrait passer de 88 en 1998 à 70 individus d'âges actifs pour 100 personnes dépendantes en 2020. Ce qui est la manifestation d'un déclin perceptible de la fécondité (ISF=5,4 en 1998 et est autour de 4,9 en 2014).

Tableau 1 : Rapports de dépendance et de soutien de la Côte d'Ivoire de 1998 à 2020

ANNEE	1998	2000	2005	2010	2014	2020
RATIO DE DEPENDANCE	88	86	82	79	77	70
RATIO DE SOUTIEN	38,6	38,8	38,9	39,1	39,3	40,1

Source : Estimations INS, ONP, Equipe NTA et calculs CREFAT

Il faut cependant rappeler que ceci n'est qu'un potentiel qu'il faut chercher à exploiter en vue de la capture d'un dividende démographique plus accru en accentuant les réformes institutionnelles, économiques, infrastructurelles et la création d'un grand nombre d'emplois décents au profit des jeunes.

• Ouverture de la fenêtre du DD : le premier dividende démographique

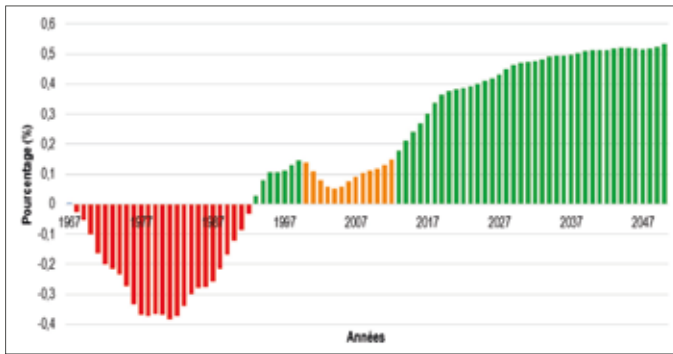
Le graphique 02 met en évidence l'évolution du premier dividende démographique pour la Côte d'Ivoire. Il indique clairement que la fenêtre d'opportunités s'ouvre exactement en 1993 et s'étale pratiquement sur 57 ans (en tenant compte de l'horizon de l'estimation), quand bien même que sa trajectoire n'est pas linéaire. Il ressort de ce même graphique que la Côte d'Ivoire n'a pu bénéficier d'un dividende démographique sur la période 1950-1992, d'où les taux de croissance négatifs affichés. De 1993 à l'horizon de la projection (2050), il est positif sur toute cette période.

Ainsi, s'ouvre pour la Côte d'Ivoire la fenêtre du dividende démographique qui est censée durer 57 ans au moins. Même si cette croissance semble s'essouffler à partir de 2030 (0,47 %), le rythme d'évolution reste positif (elle ne connaît aucune baisse jusqu'en 2050). Néanmoins, cette phase laisse apparaître une baisse du dividende entre 1999 et 2004 et un phénomène de rattrapage est constaté sur la période 2005- 2012.

Ces différentes articulations de la courbe du dividende démographique appellent quelques commentaires. On serait à priori surpris de savoir que la période des années glorieuses de la Côte d'Ivoire, à savoir les deux décennies suivant l'indépendance du pays, n'ait pas favorisé la capture d'un dividende démographique. Cela s'explique par au moins quatre faits :

1. un taux de fécondité très élevé ;
2. un capital humain insuffisant ;
3. une économie essentiellement agricole ;

Graphique 2 : Niveau du Dividende démographique en Côte d'Ivoire



Source : ONP, Equipe NTA, CREFAT-CREG 2016

L'ouverture de la fenêtre d'opportunités en 1993 bien que coïncidant avec une période trouble sur le plan sociopolitique semble être la résultante de l'impact de l'assainissement des finances publiques, la diversification du tissu économique intervenue à l'issue de la détérioration des termes de l'échange dans les années 1980 et de l'arrivée sur le marché de l'emploi d'un plus grand nombre de jeunes avec des niveaux d'éducation de plus en plus élevés. Le gain obtenu (0,03 %) à l'ouverture est nettement plus symbolique que significatif. Il est surtout la traduction du fait que la structure par âge commence à avoir un impact positif sur la croissance économique. C'est donc la poussée démographique de ces jeunes en quête de bien-être, tant au plan socio-économique que politique, qui est à l'origine des troubles évoqués plus haut.

Les gains obtenus dans les années suivantes (1994 à 1999), tournant autour de 1% signalent l'amorce d'une reprise économique dopée par les effets positifs de la dévaluation intervenue en janvier 1994. Les grands travaux de «l'Éléphant d'Afrique» amorcés à cette époque ont permis une meilleure embellie de l'économie avec la création d'emplois. Cet élan économique va être brisé par une succession d'événements qui ont mis à mal aussi bien le tissu sociopolitique qu'économique. Il s'agit notamment du coup d'état de 1999 et de la rébellion armée qui a conduit au partitionnement du pays entre 2002 et 2010. Ces événements ont eu pour corollaire la baisse de la productivité ayant entraîné une récession économique en 2000 (-2,1 %), 2002 (-1,7 %) et 2003 (-1,4 %). S'ensuit une phase de rattrapage qui couvre la période 2004-2012. Ces événements ont certes eu un impact négatif sur l'économie, mais celle-ci aura montré sa capacité de résilience en s'inscrivant dans la dynamique de gains obtenus après l'ouverture de la fenêtre d'opportunités en 1993. Néanmoins, ces phases de régression et de rattrapage auront fait prendre à l'économie ivoirienne un retard d'au moins 12 ans de croissance continue et soutenue avec tous les bénéfices afférents⁴.

Au regard du rythme d'évolution amorcée en 2012, tout le potentiel de l'économie ivoirienne se déploie et donne à espérer en des lendemains meilleurs en termes d'atteinte de son objectif d'émergence à plus ou moins brève échéance. Des changements structurels tant au niveau démographique qu'économique l'y aideront. Les taux de croissance démographique (2,6 %) et économique (autour de 9 %) en 2015 s'inscrivent dans cette dynamique.

⁴ Source : Profil du Dividende démographique de la Côte d'Ivoire (2016).

Si des investissements productifs sont réalisés et des efforts de maîtrise de la fécondité sont effectués, le PIB/tête de la Côte d'Ivoire pourrait se situer autour de 2600 dollars US en 2020, alors qu'il n'était que de 1500 \$ US en 2015, ce grâce à l'accroissement du PIB dû à la baisse du ratio de dépendance démographique. Une analyse du niveau du dividende démographique calculé pour la Côte d'Ivoire indique que près de 3% du taux de croissance du PIB en 2016 serait imputable au changement de la structure de la population toutes choses égales par ailleurs.

Implications de politiques publiques

Il importe de rappeler que l'ouverture de la fenêtre du dividende démographique se traduisant par un impact positif du changement de la structure par âge de la population sur la croissance économique, correspond en réalité à un réel potentiel, une somme de possibilités que le gouvernement doit veiller que veuille rentabiliser. C'est, en effet, sur cette période que le pays dispose d'une main d'œuvre forte et productive susceptible de contribuer à la production nationale. Cette période qui dans le cas de la Côte d'Ivoire s'étale sur un peu plus d'un demi-siècle (57 ans) est l'occasion pour les décideurs de mettre en œuvre des politiques proactives pour bénéficier du changement de la structure par âge sur la croissance économique. En effet, si des politiques économiques et sociales adéquates sont mises en œuvre sur cette période, des externalités positives pourront être capitalisées dans le domaine de la réduction de la pauvreté. Dans le cas contraire, les pouvoirs publics devront s'apprêter à affronter la fronde sociale.

La dynamique actuelle du pays en matière de croissance économique (PIB autour de 9 %) et d'une croissance démographique en baisse constante (de 3,8 % entre 1975 et 1988 à 2,6 % entre 1998 et 2014), laisse présager que la Côte d'Ivoire est sur une bonne pente si toutefois, les dimensions gouvernance politique et économique sont traitées avec rigueur et vigueur. La gouvernance politique a un lien très étroit avec les questions de réconciliation nationale, de cohésion sociale, de renforcement de la démocratie, de la sécurité et de la stabilité politique. Quant à la gouvernance économique, elle suggère la transformation de la structure économique qui équivaut à la modernisation du secteur informel, à la transformation plus ou moins complète des matières premières, la qualification professionnelle de la population active. Tout devrait avoir pour corollaire, la création massive d'emplois décents et durables. Ainsi les stratégies suivantes pourraient être mises en œuvre :

Favoriser des familles de taille moyenne

La première étape vers l'atteinte du dividende démographique est de passer par des taux de natalité et de mortalité élevés à des taux faibles. Bien que la Côte d'Ivoire ait fait des progrès significatifs dans la réduction de la fécondité et de la mortalité, son niveau de mortalité reste élevé. Tant que la

fécondité et la croissance démographique qui en résulte demeurent élevées, la taille de la population dépendante (principalement les enfants et les jeunes) sera plus importante que la population adulte en âge de travailler.

C'est pourquoi, il importe de mettre en place des stratégies d'espacement des naissances en vue de toucher le grand public avec des messages sur les bénéfices sanitaires et économiques des familles saines et de taille moyenne. Aussi, il est préconisé de fournir aux femmes et aux hommes des informations ainsi que des services de planification familiale volontaire

Promouvoir la scolarisation prolongée des jeunes filles, étape importante vers l'autonomisation de la femme

Quand les garçons et les filles ont un accès égal à l'éducation, une croissance économique accélérée est possible. Dans le cas des filles, l'éducation, surtout au niveau secondaire, contribue à accroître le déclin de la fécondité. Investir dans l'instruction des filles, produit aussi directement et rapidement des résultats sur la baisse de la fécondité, la réduction de la pauvreté et les performances économiques en général. Ainsi, il serait nécessaire de maintenir le plus longtemps possible les filles à l'école pour une meilleure atteinte du

Permettre la création massive d'emplois pour les jeunes afin de réduire la dépendance économique et booster la croissance inclusive via la consommation

Donner aux jeunes les moyens de participer pleinement à la vie économique est essentiel afin d'édifier des économies solides, de réaliser les objectifs internationaux de développement et de durabilité, et d'améliorer la qualité de vie des femmes, des hommes, des familles ainsi que des communautés. Le fait de créer des emplois pour les jeunes et de fournir des ressources aux femmes tout en promouvant l'égalité des sexes dans les ménages et dans la société a des conséquences considérables sur le développement et accélère la croissance économique, tout en contribuant à atténuer les effets de la crise financière actuelle, et des crises à venir.

Il serait judicieux de, (i) encourager l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes par la promotion des activités génératrices de revenus, des formations complémentaires et qualifiantes, du développement de programmes d'apprentissage et d'aide à l'embauche, d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, (ii) sensibiliser sur l'égalité femmes/hommes en entreprise et (iii) engager les entreprises d'une même branche dans une réflexion sur les compétences requises.

Actions

Dans l'immédiat

- lutter contre la fécondité précoce des filles ;
- Retenir plus longtemps à l'école, les garçons et les filles ;

A Court terme

- Rendre flexible le marché du travail ;
- Promouvoir l'éducation, la formation et le développement professionnel des femmes ;
- Mettre en œuvre des pratiques permettant l'autonomisation des femmes, à travers le développement des entreprises, de la chaîne logistique et du marketing.

A Moyen terme

- Promouvoir l'équité grâce à des initiatives communautaires et à la mobilisation ;
- Anticiper sur le futur poids démographique des séniors en mettant en œuvre une politique de vieillissement actif ;

A Long terme

- Renforcer la politique de l'emploi en mettant l'accent sur la tranche d'âge 15-31ans ;
- Intensifier la politique d'espacement des naissances / planification familiale pour alléger le fardeau de la demande sociale ;
- Stabiliser et renforcer les emplois qui existent ;
- Augmenter le taux d'utilisation des outils contraceptifs modernes chez les femmes en âge de procréer, notamment chez les femmes mariées.

Ce document a été réalisé sous la supervision technique de Dr Hinin Moustapha, Directeur Général de l'Office National de la Population (ONP) avec l'Appui de l'Equipe Nationale des Experts en Compte des Transferts Nationaux, du Centre Régional d'Economie et de Finances Appliquées de Thiès (CREFAT) et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

Références Bibliographiques

- République de Côte d'Ivoire / Ministère du Plan et du Développement, 2016.** « Profil du Dividende démographique de la Côte d'Ivoire »
- République de Côte d'Ivoire / Ministère du Plan et du Développement, 2015.** « Politique Nationale de Population de la Côte d'Ivoire » adoptée en septembre 2015
- Jean-Pierre GUENGANT, 2014.** « Comment bénéficier du dividende démographique : Replacer la population au centre des trajectoires de développement de la Côte d'Ivoire »
- République de Côte d'Ivoire / Ministère du Plan et du Développement, 2014.** « Rapport du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de la Côte d'Ivoire »
- République de Côte d'Ivoire / Ministère du Plan et du Développement, 2013.** « Rapport Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages en Côte d'Ivoire ».
- Dramani, Latif and Fahd Ndiaye, 2012.** « Estimating the first demographic dividend in Senegal: The National Transfer Accounts », *British Journal of Economics, Management & Trade* 2(2): 39-59.
- Mason A., R. Lee, A. Tung M. Lai and T. Miller, 2006.** « Population Aging and Intergenerational Transfers: Introducing Age into National Accounts » Working Paper 12770. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA 02138.



***Observatoire Population et Développement
un Outil pour le Suivi du Dividende
Démographique***

Cocody, II Plateaux, Rue J 11, lot n°347, ilot n°39
08 BP 2987 ABJ 08 - Tél+ 225 22 41 97 80
siteweb: www.onp.gouv.ci

